

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE

Armée de l'air

INSTRUCTION N° 1359/DEF/EMAA/B/EMP/AV

précisant la composition, le fonctionnement et les attributions de la commission supérieure technique des champs de tir aérien.

Du 14 mai 2001

ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE DE L'AIR : *bureau emploi/division aéronefs-vecteurs.*

INSTRUCTION N° 1359/DEF/EMAA/B/EMP/AV précisant la composition, le fonctionnement et les attributions de la commission supérieure technique des champs de tir aérien.

Du 14 mai 2001

NOR D E F L 0 1 5 1 1 0 4 J

Texte abrogé :

Instruction n° 1007/EMAA/G/O du 29 mai 1961 (BO/A, p. 1443).

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 114.3.

Référence de publication : BOC, p. 3143.

La présente instruction a pour objet de préciser la composition, le fonctionnement et les attributions de la commission supérieure technique des champs de tir aérien (*CSTCTA*).

1. COMPOSITION.

La *CSTCTA* comprend désormais.

1.1. Membres permanents.

Le sous-chef opérations-logistique de l'état-major de l'armée de l'air (*EMAA*) : président.

Le chef du bureau infrastructure et le chef du bureau emploi de l'*EMAA* : vice-présidents.

Un officier de la direction centrale de l'infrastructure de l'air (*DCIA*).

Un officier de l'*EMAA*/bureau emploi : co-rapporteur.

Un officier de l'*EMAA*/bureau infrastructure : co-rapporteur.

Un officier de chaque région aérienne des bureaux infrastructure et emploi.

Un officier du centre d'opérations air (*CO/AIR*).

Un officier de l'*EMAA*/bureau logistique (*EMAA/B/LOG*).

Un officier du commandement des forces aériennes stratégiques (*CFAS*).

Un officier du commandement des forces aériennes de combat (*CFAC*).

Un officier du centre d'expériences aériennes militaires/centre d'expérimentation et d'instruction du tir aérien (*CEAM/CEITA*).

Les officiers de tir de l'armée de l'air des champs de tir utilisés par les aéronefs de combat.

1.2. Membres consultatifs.

Les membres à titre consultatif pourront être les représentants de tous les organismes susceptibles d'être concernés par les études confiées à la commission et notamment :

- état-major de l'armée de terre (*EMAT*) ;
- état-major de la marine (*EMM*) ;
- délégation générale pour l'armement/direction des centres d'essai (*DGA/DCE*) ;
- commandement des écoles de l'armée de l'air (*CEAA*) ;
- commandement des forces aériennes de projection (*CFAP*) ;
- commandement air des systèmes de surveillance, d'information, de communication (*CASSIC*) ;
- état-major de l'armée de l'air/bureau des systèmes d'armes (*EMAA/BSA*) ;
- état-major de l'armée de l'air/bureau logistique (*EMAA/B/LOG*) ;
- état-major de l'armée de l'air/bureau de systèmes d'information et de communication (*EMAA/B/SIC*) ;
- service technique des bâtiments, fortifications et travaux/commission supérieure technique des champs de tir (*STBFT/CSTCT*) ;
- bureaux spécialisés de la direction centrale du matériel de l'armée de l'air (*DCMAA*) ;
- spécialistes tir des centres de formation.

Ils peuvent être convoqués en tant que de besoin par l'un des deux vice-présidents de la *CSTCTA*.

2. FONCTIONNEMENT.

La commission peut confier à l'un des membres (permanent ou consultatif), l'étude d'un problème particulier de sa compétence. Les vice-présidents sont habilités à entrer directement en rapport, à cette fin, avec l'organisme concerné.

Elle (tout ou partie des membres permanents et des membres consultatifs éventuellement convoqués) se réunit en séance plénière sur l'initiative de l'un de ses vice-présidents au moins une fois par an.

Un officier de l'EMAA/bureau emploi et un officier de l'EMAA/bureau infrastructure assurent collégalement le secrétariat général, fixent l'ordre du jour de la séance et établissent la rédaction du procès-verbal de commission. Les procès-verbaux des séances sont adressés à tous les participants de la commission.

3. ATTRIBUTIONS DE LA COMMISSION.

3.1. Généralités.

A la demande des régions aériennes, la commission examine et émet un avis technique sur :

- les projets d'aménagement envisagés de champ de tir aérien ;
- les caractéristiques techniques des installations de tir air-sol d'un type nouveau ;
- les règles techniques et administratives auxquelles sont soumises ces infrastructures pour assurer la sécurité ;

- les mesures de sécurité à appliquer lors de l'exécution des tirs sur un champ de tir ;
- les modifications qui doivent être apportées à des textes ou aux infrastructures de tir de manière à répondre au mieux aux besoins des utilisateurs et être en accord avec la réglementation générale ;
- la mise à jour de la documentation officielle (TTA 261, TTA 262, TTA 263, attributions du *CEITA*, etc.) en liaison avec la CSTCT/terre ;
- les régimes des champs de tir sur proposition des régions aériennes tels qu'ils sont prévus dans le TTA 261 ; la commission donne un avis sur les propositions de réglementation contenant toutes directives d'ordre technique ou administratif à appliquer, les régimes et la délimitation des zones de sécurité, en fonction des matériels à utiliser, de la nature des tirs à effectuer et des caractéristiques de l'environnement ;
- le plan de charge des organisme experts (*CEITA*, équipe technique, ...) en parallèle du plan de charge des commandements gestionnaires et l'appel à l'expertise des services étatiques dans le cadre des *ETO* ;
- les études relatives à l'environnement et leurs conséquences quant à l'emploi des munitions et des champs de tir.

Conformément à l'article 74 de la notice 261 « Notice sur les champs de tir », les avis techniques de la *CSTCTA* ont valeur d'approbation du projet initial avant la constitution du projet définitif par la région aérienne qui sera alors soumis à la décision finale de l'*EMAA*.

3.2. Réglementation.

Les conclusions de ces études se traduisent par des textes réglementaires qui sont insérés sur demande à l'état-major de l'armée de terre (*EMAT*) de la part de l'*EMAA* dans les notices sur les champs de tir tomes I, II, III (TTA 261, 262, 263) et soumis à l'approbation de la *CSTCT*.

4. TEXTE ABROGÉ.

L'instruction n° 1007/EMAA/G/O du 29 mai 1961 portant création d'une commission supérieure technique des champs de tir aérien est abrogée.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

Le général, sous-chef opérations-logistique, de l'état-major de l'armée de l'air,

Patrice KLEIN.